

Article constitutionnel «Pour la prise en compte des médecines complémentaires»

du 3 octobre 2008¹

La Constitution² est modifiée comme suit:

Art. 118a Médecines complémentaires

La Confédération et les cantons pourvoient, dans les limites de leurs compétences respectives, à la prise en compte des médecines complémentaires.

Résultat de la votation populaire et entrée en vigueur

¹ La présente modification de la Constitution a été acceptée par le peuple et les cantons le 17 mai 2009³.

² Conformément à l'art. 15, al. 3, de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques⁴, elle est entrée en vigueur le 17 mai 2009.

21 octobre 2009

Chancellerie fédérale

¹ FF **2008** 7469

² RS **101**

³ FF **2009** 6833

⁴ RS **161.1**

